

# La revue financière

Publication du ministère des Finances

## Faits saillants

### Mars 2001 : déficit budgétaire de 0,5 milliard de dollars

Un déficit budgétaire de 0,5 milliard de dollars a été enregistré en mars 2001, comparativement à un excédent de 0,3 milliard en mars 2000. Cette détérioration est imputable à l'incidence d'initiatives stratégiques, notamment une aide accrue de 0,5 milliard aux agriculteurs et un paiement de 0,5 milliard pour la technologie de communication et d'information en santé convenu par les premiers ministres en septembre 2000.

### D'avril 2000 à mars 2001 : excédent budgétaire de 19,8 milliards de dollars

Pour la période d'avril 2000 à mars 2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 19,8 milliards de dollars, soit 4,7 milliards de plus que pour la même période de 1999-2000. Il ne s'agit pas des résultats définitifs de l'exercice 2000-2001, car il faudra attendre les écritures de régularisation de fin d'exercice.

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, ces écritures de régularisation comprennent des augmentations des dépenses de programmes afin d'inclure le coût des obligations prises au cours de l'exercice, au titre desquelles aucun paiement n'a été effectué en 2000-2001. Par exemple, les derniers résultats vérifiés de 1999-2000 se chiffraient à 12,3 milliards de dollars, tandis que l'excédent à la fin de mars 2000 atteignait 15,1 milliards, un écart de 2,8 milliards. Cependant, les derniers résultats de 1999-2000 comprenaient un transfert de 1,9 milliard des comptes de perception de l'impôt aux recettes budgétaires, relativement aux recouvrements de sommes payées en trop à ces comptes au cours des exercices précédents. L'on n'a pas prévu de recouvrements de cette envergure cette année. Ainsi, les écritures de régularisation de fin d'exercice pour 1999-2000 se sont chiffrées à environ 4½ milliards de dollars.

Selon l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, l'excédent pour l'ensemble de l'exercice est estimé à 11,9 milliards de dollars, dont une somme minimale de 10 milliards a été affectée à la réduction de la dette. D'après les résultats financiers à la fin de mars 2001 et compte tenu des écritures de régularisation de fin d'exercice, un excédent budgétaire d'au moins 15 milliards est maintenant prévu. Cette somme sera entièrement appliquée en réduction de la dette publique nette. Les derniers résultats financiers vérifiés seront diffusés dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada*, dont la publication est prévue pour la mi-septembre 2001.

### Mars 2001 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, la baisse des recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ayant été largement compensée par une augmentation des recettes de toutes les autres principales composantes.

- Les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 12,0 % en raison de l'effet des mesures de réduction d'impôt annoncées dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre et du calendrier des encaissements entre février et mars.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 11,4 %, traduisant l'augmentation des bénéfices en 2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 5,9 % parce que l'augmentation du nombre de salariés a largement compensé la réduction des taux de cotisation.
- Les recettes au titre des droits et taxes d'accise ont augmenté de 6,6 %, traduisant surtout la forte croissance des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS) et des droits de douane à l'importation.



# La revue financière

Tableau 1

## État sommaire des opérations

	mars		d'avril à mars	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
	(M\$)			
<b>Opérations budgétaires</b>				
Recettes	14 864	15 359	164 682	177 246
Dépenses de programmes	-11 196	-12 327	-108 285	-115 999
Solde de fonctionnement	3 668	3 032	56 397	61 247
Frais de la dette publique	-3 417	-3 564	-41 273	-41 412
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	251	-532	15 124	19 835
<b>Opérations non budgétaires</b>	3 611	6 411	1 288	-405
<b>Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)</b>	3 862	5 879	16 412	19 430
<b>Opérations de change</b>	-1 868	-6 767	-9 451	-8 516
<b>Solde financier net</b>	1 994	-888	6 961	10 914
<b>Variation nette des emprunts</b>	-130	582	-3 178	-10 682
<b>Variation nette de l'encaisse</b>	1 864	-306	3 783	232
<b>Encaisse à la fin de la période</b>			13 004	13 179

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les recettes non fiscales ont nettement augmenté, reflétant l'augmentation des bénéfices nets se rapportant aux activités du Compte du fonds des changes.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 10,1 %. Parmi les principales composantes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 2,4 % en raison de la hausse des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont grimpé de 18,1 %, traduisant la hausse des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPPS) et des paiements de péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont augmenté de 11,7 %, principalement en raison de la prise en compte des initiatives stratégiques susmentionnées.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont augmenté de 4,3 %, car une hausse des taux effectifs moyens d'intérêt a atténué l'effet de la diminution de l'encours de la dette portant intérêt.

### D'avril 2000 à mars 2001 : résultats budgétaires

Pour la période d'avril 2000 à mars 2001, l'excédent budgétaire est estimé à 19,8 milliards de dollars, en hausse de 4,7 milliards par rapport à l'excédent de 15,1 milliards enregistré au cours de la même période de 1999-2000.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 12,6 milliards de dollars (7,6 %). Parmi les principales composantes des recettes, notons ce qui suit :

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,7 milliards de dollars (4,7 %), principalement en raison de la croissance des recettes au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, résultat de la hausse du nombre de salariés, de même que de l'augmentation des sommes versées par les contribuables qui produisent une déclaration trimestrielle. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 et par la hausse des transferts aux comptes du Régime de pensions du Canada et de l'assurance-emploi, en raison

Tableau 2

## Recettes budgétaires

	mars		variation	d'avril à mars		
	2000	2001		1999-2000	2000-2001	variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
<b>Impôts sur le revenu</b>						
Impôt sur le revenu des particuliers	5 165	4 546	-12,0	77 668	81 350	4,7
Impôt sur le revenu des sociétés	2 109	2 349	11,4	23 251	27 619	18,8
Autres	450	692	53,8	3 472	4 216	21,4
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 724	7 587	-1,8	104 391	113 185	8,4
<b>Cotisations d'assurance-emploi</b>	1 736	1 839	5,9	18 504	18 732	1,2
<b>Taxes et droits d'accise</b>						
Taxe sur les produits et services	1 527	1 619	6,0	22 975	24 812	8,0
Droits de douane à l'importation	177	274	54,8	2 212	2 791	26,2
Taxes de vente et d'accise	704	674	-4,3	8 168	8 224	0,7
Total des taxes et droits d'accise	2 408	2 567	6,6	33 355	35 827	7,4
<b>Total des recettes fiscales</b>	11 868	11 993	1,1	156 250	167 744	7,4
<b>Recettes non fiscales</b>	2 996	3 366	12,3	8 432	9 502	12,7
<b>Total des recettes budgétaires</b>	14 864	15 359	3,3	164 682	177 246	7,6

du moins-perçu touchant l'année d'imposition 1999. La hausse de 13,4 % des paiements au titre de la Prestation fiscale canadienne pour enfants (qui reflète la hausse des prestations moyennes le 1<sup>er</sup> juillet 2000 et l'indexation des prestations) a également eu pour effet de limiter la croissance globale des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 4,4 milliards de dollars (18,8 %), ce qui va dans le sens de la hausse estimative de 23,4 % des bénéfices des sociétés en 2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,2 %), la baisse des taux de cotisation pour 2000 et 2001 ayant été largement compensée par l'effet des rajustements au titre des années antérieures et par l'augmentation du nombre de salariés, qui paient des cotisations. Le taux des cotisations salariales pour 2001 est de 2,25 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables, contre 2,40 \$ en 2000 et 2,55 \$ en 1999.
- Les recettes au chapitre des taxes et des droits d'accise ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (7,4 %). Les recettes au titre de la TPS ont grimpé de 1,8 milliard (8,0 %),

conformément à la croissance de la demande des consommateurs. Les droits de douane à l'importation ont nettement progressé, tandis que les taxes de vente et d'accise ont connu une très légère hausse.

- Les recettes non fiscales ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (12,7 %), traduisant surtout la hausse des bénéfices de la Banque du Canada et du Compte du fonds des changes, et de l'intérêt versé sur les soldes de comptes bancaires.

Les dépenses de programmes ont augmenté de 7,7 milliards de dollars (7,1 %) d'avril 2000 à mars 2001 par rapport à la même période de 1999-2000. Parmi les principales composantes, les principaux transferts aux autres administrations ont grimpé de 3,4 milliards, les dépenses de programmes directes ont progressé de 2,4 milliards, tandis que les principaux transferts aux particuliers ont affiché une hausse de 1,9 milliard.

- L'augmentation des principaux transferts aux particuliers est attribuable à l'Allocation pour frais de chauffage, de 1,4 milliard de dollars, et à la hausse de 0,8 milliard des prestations aux aînés, ce qui indique une

# La revue financière

Tableau 3

## Dépenses budgétaires

	mars			d'avril à mars		
	2000	2001	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
<b>Paiements de transfert</b>						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 000	2 057	2,8	23 421	24 245	3,5
Prestations d'assurance-emploi	1 015	1 030	1,5	11 340	10 999	-3,0
Allocation pour frais de chauffage					1 434	
<b>Total</b>	<b>3 015</b>	<b>3 087</b>	<b>2,4</b>	<b>34 761</b>	<b>36 678</b>	<b>5,5</b>
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 041	1 125	8,1	12 500	13 500	8,0
Transferts fiscaux	692	907	31,1	10 687	12 303	15,1
Fonds pour les appareils médicaux					1 000	
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-187	-206	10,2	-2 251	-2 466	9,6
<b>Total</b>	<b>1 546</b>	<b>1 826</b>	<b>18,1</b>	<b>20 936</b>	<b>24 337</b>	<b>16,2</b>
<b>Dépenses directes de programmes</b>						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	134	633	372,4	1 550	1 232	-20,5
Affaires étrangères	327	291	-11,0	1 901	1 713	-9,9
Santé	118	97	-17,8	1 050	1 107	5,4
Développement des ressources humaines	229	363	58,5	1 579	1 685	6,7
Affaires indiennes et du Nord	217	144	-33,6	3 705	3 886	4,9
Industrie et développement régional	1 324	407	-69,3	2 632	1 720	-34,7
Anciens combattants	121	125	3,3	1 397	1 458	4,4
Autres	442	652	47,5	2 402	2 635	9,7
<b>Total</b>	<b>2 912</b>	<b>2 712</b>	<b>-6,9</b>	<b>16 216</b>	<b>15 436</b>	<b>-4,8</b>
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	66	43	-34,8	871	902	3,6
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	320	113,3	1 795	1 990	10,9
Autres	55	91	65,5	985	1 383	40,4
<b>Total</b>	<b>271</b>	<b>454</b>	<b>67,5</b>	<b>3 651</b>	<b>4 275</b>	<b>17,1</b>
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	1 127	1 436	27,4	10 775	10 992	2,0
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 325	2 812	20,9	21 946	24 281	10,6
<b>Total</b>	<b>3 452</b>	<b>4 248</b>	<b>23,1</b>	<b>32 721</b>	<b>35 273</b>	<b>7,8</b>
<b>Total des dépenses directes de programmes</b>	<b>6 635</b>	<b>7 414</b>	<b>11,7</b>	<b>52 588</b>	<b>54 984</b>	<b>4,6</b>
<b>Total des dépenses de programmes</b>	<b>11 196</b>	<b>12 327</b>	<b>10,1</b>	<b>108 285</b>	<b>115 999</b>	<b>7,1</b>
<b>Frais de la dette publique</b>	<b>3 417</b>	<b>3 564</b>	<b>4,3</b>	<b>41 273</b>	<b>41 412</b>	<b>0,3</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>14 613</b>	<b>15 891</b>	<b>8,7</b>	<b>149 558</b>	<b>157 411</b>	<b>5,3</b>
Poste pour mémoire :						
total des transferts	7 473	7 625	2,0	71 913	76 451	6,3

augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et du montant moyen des prestations, qui sont indexées. Les paiements au titre des prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,3 milliard, ce qui reflète la diminution du nombre de bénéficiaires en raison de la baisse du nombre de chômeurs, atténuée par l'incidence de l'augmentation des taux de prestation moyens et des transferts aux provinces en vertu d'ententes relatives au marché du travail.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 16,2 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et de la péréquation, ainsi que du paiement de 1 milliard de dollars versé en fiducie aux provinces et aux territoires pour des appareils médicaux neufs, conséquence de l'accord conclu par les premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé et le développement de la petite enfance, en septembre dernier. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète la mesure annoncée dans le budget de 1999 en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que la croissance de l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 4,6 %. Cette composante comprend les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État de même que les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend de l'incidence des nouvelles initiatives annoncées en 2000-2001 et de la fin du gel des salaires.

Les frais de la dette publique sont pratiquement inchangés, l'effet de la baisse de l'encours de la dette portant intérêt ayant été compensé par l'augmentation du taux effectif moyen d'intérêt sur cette dette.

## **Ressources financières de 19,4 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril 2000 à mars 2001**

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, placements et avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est généralement pris en compte dans les opérations non budgétaires.

D'avril 2000 à mars 2001, les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 0,4 milliard de dollars, comparativement à des ressources nettes de 1,3 milliard au cours de la même période en 1999-2000. L'écart est attribuable, en partie, aux versements d'équité salariale et aux variations du financement du Programme canadien de prêts aux étudiants, ainsi qu'à l'investissement sur le marché des cotisations actuellement versées aux caisses de retraite des fonctionnaires fédéraux.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 19,8 milliards de dollars et des besoins nets de 0,4 milliard au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 19,4 milliards d'avril 2000 à mars 2001, comparativement à des ressources financières de 16,4 milliards au cours de la même période de 1999-2000.

# La revue financière

Tableau 4

## Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	mars		d'avril à mars	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
	(M\$)			
<b>Solde budgétaire (déficit ou excédent)</b>	251	-532	15 124	19 835
<b>Prêts, placements et avances</b>				
Sociétés d'État	12	99	540	504
Autres	63	-87	148	-976
Total	75	12	688	-472
<b>Comptes à fins déterminées</b>				
Compte du Régime de pensions du Canada	893	578	835	192
Comptes de pension de retraite	550	-24	5 078	1 346
Autres	74	8	26	117
Total	1 517	562	5 939	1 655
<b>Autres opérations</b>	2 019	5 837	-5 339	-1 588
<b>Total des opérations non budgétaires</b>	3 611	6 411	1 288	-405
<b>Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)</b>	3 862	5 879	16 412	19 430
<b>Opérations de change</b>	1 868	-6 767	-9 451	-8 516
<b>Solde financier net</b>	1 994	-888	6 961	10 9148

Tableau 5

## Solde financier net et emprunts nets

	mars		d'avril à mars	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
	(M\$)			
<b>Solde financier net</b>	1 994	-888	6 961	10 914
<b>Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts</b>				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-8 499	-9 694	-2 142	700
Obligations d'épargne du Canada	-523	18	-1 400	-736
Bons du Trésor	8 250	7 000	2 900	-11 150
Autres	-354	-17	-638	-79
Total	-1 126	-2 693	-1 280	-11 265
Payables en devises				
Obligations négociables	0	3 003	2 488	-1 164
Billets et prêts	0	-1 385		0
Bons du Canada	996	1 094	-4 122	1 220
Billets du Canada	0	563	-264	527
Total	996	3 275	-1 898	583
<b>Variation nette des emprunts</b>	-130	582	-3 178	-10 682
<b>Variation de l'encaisse</b>	1 864	-306	3 783	232

Tableau 6

**État condensé de l'actif et du passif**

	31 mars 2000	31 mars 2001	variation
		(M\$)	
<b>Passif</b>			
Créditeurs, charges à payer et provisions	40 748	38 676	-2 072
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	128 346	129 692	1 346
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 217	6 409	192
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 963	7 080	117
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 526	143 181	1 655
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	294 627	700
Bons du Trésor	99 850	88 700	-11 150
Obligations d'épargne du Canada	26 489	25 753	-736
Obligations non négociables et billets	3 552	3 473	-79
Total partiel	423 818	412 553	-11 265
Payable en devises	32 588	33 171	583
Total de la dette non échue	456 406	445 724	-10 682
Total de la dette portant intérêt	597 932	588 905	-9 027
Total du passif	638 680	627 581	-11 099
<b>Actif</b>			
Encaisse et débiteurs	18 864	18 612	-252
Comptes d'opérations de change	41 494	50 010	8 516
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 796	14 268	472
Total de l'actif	74 154	82 890	8 736
<b>Déficit accumulé (dette publique nette)</b>	<b>564 526</b>	<b>544 691</b>	<b>-19 835</b>

## **Ressources financières nettes de 10,9 milliards de dollars d'avril 2000 à mars 2001**

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril 2000 à mars 2001 a été marquée par des besoins nets de 8,5 milliards de dollars, comparativement à des besoins nets de 9,5 milliards pour la même période de 1999-2000.

Avec un excédent budgétaire de 19,8 milliards de dollars, des besoins nets de 0,4 milliard au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 8,5 milliards au titre des opérations de change, les ressources financières nettes se sont établies à 10,9 milliards pour la période d'avril 2000 à mars 2001, comparativement à des ressources nettes de 7,0 milliards pour la même période de 1999-2000.

## **Chute de 10,7 milliards de dollars des emprunts nets d'avril 2000 à mars 2001**

En vertu de ces ressources financières, la dette du gouvernement détenue sur le marché a chuté de 10,7 milliards de dollars à la fin de mars 2001. En outre, l'encaisse en espèces a augmenté de 0,2 milliard, pour se fixer à 13,2 milliards. Le niveau de cette encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement chaque mois.

